



Vers un élevage multi performant, compétitif et durable

Définition d'une stratégie d'adaptation de l'élevage français aux enjeux internationaux

Mots-clés : économie, durabilité, compétitivité, FAO, élevage

Auteur : CNE, coordonné par Claude Allo ^{1*}

¹ Confédération Nationale de l'Elevage, 149 rue de Bercy, 75012 Paris

* E-mail de l'auteur correspondant : c.allo@cne.asso.fr

L'élevage français et européen dispose d'atouts certains pour contribuer à la résolution des principaux défis alimentaires et environnementaux des prochaines décennies. Face aux objections soulevées sur sa pérennité, un modèle multiperformant, à la fois compétitif et durable, doit être consolidé en France et en Europe puis promu au niveau international.

Résumé :

L'élevage français et européen disposent d'atouts multiples au regard des attentes économiques et sociétales : puissance économique, capacité à participer aux équilibres alimentaires mondiaux, diversité des exploitations, politique de sécurité sanitaire efficace, orientations en faveur d'un élevage durable, etc. Pérenniser ce modèle implique une stratégie d'adaptation offensive, intégrant le renforcement de la compétitivité, le renouvellement des générations, l'autonomie énergétique, voire la production d'énergie, la promotion de systèmes et de modes de production responsables ou encore l'adaptation aux consommateurs. C'est cette vision partagée que la France doit promouvoir auprès des instances internationales.

Abstract: Stockfarming orientations for the future: both competitive and sustainable

The stockfarming sector in France and Europe has numerous advantages regarding social and economic expectations of the public : its powerful organization, its ability to be part of world food supply, its farming diversity, its efficient food safety system, its focus on a sustainable activity , etc. Maintaining the French and European stockfarming model implies a firm strategy of adaptation. The key elements that have to be taken into account should be the following : reinforcing European stockfarming competitiveness, renewing farming generations, expanding energy autonomy and energy production from the farm, promoting sustainable systems and adapting products to the consumers. This vision of the future of stockfarming, shared by both national authority and producers in France, has to be recognized by international organizations such as the FAO.

PREAMBULE

Cette note, élaborée dans le cadre de la Confédération Nationale de l'Élevage, a été rédigée avec le concours des représentants des services du Ministère de l'Agriculture (DGPAAT-DGAL-CGAAER), du Ministère des Affaires Étrangères (Pôle sécurité alimentaire), de FranceAgriMer, de l'INRA, du GIS « Elevage Demain », des organisations

professionnelles de l'élevage, membres de la CNE, des organisations interprofessionnelles ANICAP, CNIEL, INAPORC et INTERBEV. Les travaux présentés ici ont été adoptés par le conseil d'administration de la Confédération nationale de l'Élevage du 22 janvier 2014. Cette version a été mise à jour par l'auteur le 11 mars 2014.

I. CONTEXTE ET OBJECTIFS

I.1 Une situation paradoxale

Alors que la demande mondiale de protéines animales est en forte croissance, l'élevage reste l'objet de fortes controverses, facilitées par un déficit de gouvernance mondiale dans ce secteur. Partant de ce constat, les pouvoirs publics français et les organisations professionnelles et interprofessionnelles de l'élevage ont entamé une démarche pour renforcer la présence de la France et de l'Europe dans tous les lieux de débats internationaux sur l'élevage. Cette démarche s'appuie sur une vision à long terme de l'élevage, partagée par toutes les composantes nationales de l'élevage.

C'est l'objet de cette note, élaborée dans le cadre de la Confédération Nationale de l'Élevage, avec le concours des représentants : des services du Ministère de l'Agriculture (DGPAAT-DGAL-CGAAER), du Ministère des Affaires Étrangères (Pôle sécurité alimentaire), de FranceAgriMer, de l'INRA, du GIS « Elevage Demain », des organisations professionnelles de l'élevage, membres de la CNE, des organisations interprofessionnelles : ANICAP, CNIEL, INAPORC, INTERBEV.

I.2. Une demande en produits d'origine animale en progression

La demande mondiale en produits d'origine animale est en forte expansion. Toutes les organisations internationales considèrent que cette tendance est durable et devrait même s'amplifier au cours des prochaines années ⁽¹⁾. Elle est le résultat de la croissance démographique, du développement économique mondial et de la globalisation des modes de consommation. Dans les pays en développement et les pays

émérgents, l'augmentation de la demande de produits laitiers et de viande va de pair avec l'augmentation du pouvoir d'achat et l'élargissement des classes moyennes. Elle est aussi en cohérence avec les préconisations de l'OMS en matière d'équilibre nutritionnel. A l'horizon 2050, les besoins seront considérables pour nourrir les 9 milliards d'habitants de la planète.

I.3. Des controverses de plusieurs natures sur les conséquences de l'élevage

Paradoxalement, alors que l'élevage se développe pour répondre à cette demande et au défi alimentaire mondial, il est l'objet de controverses continues le plus souvent dans les pays à niveau de vie élevé. Alimentées par des groupes de pression variés, elles ont pour conséquence d'instiller les doutes et questionnements tant chez les consommateurs que chez les décideurs ; Ces controverses sont de plusieurs natures et portent sur :

émissions de gaz à effet de serre, la consommation d'eau et l'utilisation des ressources naturelles,

- Les conséquences de la croissance de la production mondiale sur l'environnement et principalement les

- La compétition entre alimentation animale et alimentation humaine,

- Les conditions de production, de logement et de bien-être des animaux,

- La sécurité sanitaire et les aspects santé/nutrition.

- Sur le plan local, les zones à forte concentration d'élevage se caractérisent aussi par des émissions importantes de nitrate et d'ammoniac.

I.4. Une réponse globale fondée sur la connaissance scientifique et les demandes sociétales

Les réponses aux questions posées ne peuvent se satisfaire d'une approche partielle ou simplificatrice. Elles sont au contraire à rechercher dans une vision globale des systèmes d'élevage, particulièrement complexes et en évolution constante, en se fondant sur la connaissance scientifique et sur les demandes sociétales.

Il nous appartient de démontrer qu'en réalité l'élevage dispose d'atouts majeurs pour contribuer à la réalisation des grands défis mondiaux. Ce sont ces atouts qu'ils convient de mobiliser en recherchant toutes les marges de progrès pour « produire plus et mieux » et favoriser aussi bien l'amélioration de la compétitivité, de la durabilité, et l'acceptabilité sociétale.

II. LES ATOUTS DE L'ELEVAGE POUR CONTRIBUER A LA RESOLUTION DES DEFIS MONDIAUX

II.1. L'élevage répond à l'exigence de sécurité alimentaire et nutritionnelle

La satisfaction des besoins alimentaires constitue un objectif stratégique pour toutes les régions du monde. Depuis l'aube des temps, les protéines animales font partie de la ration de base de l'homme et participent à la

couverture des besoins énergétiques et nutritionnels en apportant les nutriments indispensables à l'équilibre alimentaire (protéines, calcium, fer, vitamines et oligo-éléments essentiels).

II.2. L'élevage joue un rôle majeur dans les grands équilibres socio-économiques

L'élevage est l'une des activités agricoles les plus fortement créatrices d'emploi et de valeur ajoutée, tant au niveau de la production et des services qu'elle utilise, que des filières de produits. Ancré dans les territoires, il est déterminant pour l'emploi en zone rurale et particulièrement dans les territoires à forts handicaps naturels.

Les ruminants présentent la capacité unique de digérer la biomasse cellulosique pour la transformer en aliment utilisable par l'homme. Leur élevage permet de valoriser les

pâturages et les surfaces de parcours qui sans lui ne participeraient pas aux équilibres alimentaires car ils ne peuvent être labourés pour des raisons géographiques, climatiques ou pédologiques. Il est une source d'activité essentielle dans les zones de terres pauvres, ou aucune culture n'est possible (montagnes, savanes, steppes). Toute régression de l'élevage dans ces zones déliterait le tissu social.

II.3. L'élevage contribue à la lutte contre la pauvreté et au renforcement de la résilience

Dans les sociétés pastorales, en particulier au Sahel, mais aussi en Asie, les animaux constituent un capital et permettent de préserver l'épargne domestique. Ils constituent une force motrice essentielle en agriculture (traction, labour, exhaure de l'eau,...), ainsi qu'un moyen de transport des biens et des personnes. Ils produisent des biens

non alimentaires : cuirs, peaux, plumes, etc. Ils sont également une source de revenus quotidiens pour les catégories les plus modestes et contribuent à renforcer la capacité des populations à vivre dans des zones inhospitalières et à augmenter leurs capacités à surmonter les crises.

II.4. L'élevage contribue à la préservation des grands équilibres environnementaux

L'élevage est, comme toute activité humaine, à l'origine d'émissions de gaz à effet de serre dont la quantification fait l'objet d'un débat d'experts. L'élevage se doit de mettre en œuvre les pistes d'amélioration identifiées permettant de les réduire. Selon la FAO (« Tackling climate change through livestock ») la généralisation des bonnes pratiques permettrait une réduction de 18% à 30%.

Ces émissions sont en partie compensées par le stockage de carbone par les prairies. Les pâturages qui couvrent 30% des surfaces émergées et 71% des terres agricoles dans le monde sont, avec les forêts, les principaux puits de carbone terrestres.

Par ailleurs les prairies entretenues par l'élevage constituent des zones de régulation écologique en favorisant la filtration des eaux de surface, la préservation des sols et leur équilibre en matières organiques, la prévention des risques naturels et la biodiversité.

Enfin une activité d'élevage bien intégrée dans son milieu naturel constitue un facteur de préservation du territoire, des paysages et des services territoriaux (entretien des chemins et des pistes rurales, espaces touristiques) ainsi que de lien entre la campagne et la ville.

Au final, si les systèmes de production animale sont souvent décriés comme une source majeure de problèmes environnementaux et de ce fait soumis à de fortes pressions, la situation est en fait beaucoup plus nuancée qu'il n'est souvent dit.

L'élevage bien conduit est source de fortes aménités positives et rend de nombreux services collectifs à la société qu'il faut mieux mettre en évidence, renforcer et valoriser tout en continuant à progresser sur la réduction des émissions vers l'environnement.

III. LA CONTRIBUTION SPECIFIQUE DE L'ELEVAGE FRANÇAIS ET EUROPEEN

III.1. Un poids économique et social considérable

En France, plus d'une exploitation agricole sur deux est concernée par l'élevage.

Au total près de 220 000 exploitations ont une activité d'élevage significative dont 180 000 avec herbivores seuls, 20 000 exploitations mixtes herbivores-granivores et 20 000 exploitations avec granivores seuls, selon les chiffres du dernier recensement agricole. ⁽²⁾

On compte 87 400 exploitations à orientation laitière dominante (75 600 en lait de vache, 6 900 en caprins et 4 900 en ovin lait), 87 400 exploitations à orientation dominante viande bovine et 11 800 exploitations ovines. Parmi les 40 000 exploitations qui détiennent des granivores, 6 500 sont spécialisées en production porcine et 15 300 spécialisées en aviculture.

Le chiffre d'affaires des exploitations d'élevage en France représente 35% de celui de l'agriculture, soit 25 milliards d'euros ⁽³⁾. Le chiffre d'affaires des industries

agro-alimentaires amont (fabrication d'aliments pour animaux de ferme) et aval (abattage, transformation, commercialisation en gros) des produits d'élevage (lait et viandes) est estimé à 90 milliards d'euros en France. La balance commerciale des filières lait et viande françaises apporte un excédent de plus de 4 milliards d'euros en moyenne par an et pourrait être amélioré.

On estime que le secteur de l'élevage génère environ 680 000 emplois dans les exploitations agricoles, dans les industries agro-alimentaires et dans le commerce spécialisé.

En Europe, l'élevage est également l'un des principaux piliers de l'agriculture. Il représente près de 40% du produit agricole total avec une diversité de situations et de structures de production. L'Union Européenne est le premier producteur mondial de lait et le 2^{ème} producteur de viande après la Chine.

III.2. Une vocation double

L'élevage français et européen a pour vocation de :

- **Répondre à la demande intérieure** des consommateurs, en produits d'origine animale de grande qualité, tout en préservant notre identité culturelle dans ce domaine. L'Europe n'entend pas dépendre des importations pour assurer son alimentation et souhaite développer un mode de production qui corresponde aux attentes de ses

citoyens. L'Europe souhaite également préserver une diversité de productions et de paysages qui façonnent son identité.

- **Participer aux équilibres alimentaires mondiaux** en mettant à profit la régularité de son climat ainsi que le savoir-faire des éleveurs et des filières de transformation, notamment en ce qui concerne la sécurité sanitaire.

III.3. Des atouts spécifiques pour assumer cette double vocation

Cette vocation de l'élevage s'appuie sur des atouts que l'Europe entend préserver et valoriser :

- **La diversité des exploitations** : Une majorité des treize millions d'exploitations agricoles européennes détiennent des animaux d'élevage. Quel que soit leur type, il s'agit essentiellement d'exploitations familiales permettant de préserver un élevage à taille humaine, garant d'un ancrage territorial en valorisant l'herbe et les fourrages et d'une stabilité de l'activité.

- **Un dispositif d'identification et de traçabilité**, qui constitue la base de la surveillance et de la prophylaxie sanitaires, de la gestion des crises et de la qualification des produits.

- **Une politique de sécurité sanitaire** efficace pour assurer la protection sanitaire du cheptel et la lutte contre les maladies avec des savoir-faire reconnus.

- **Des choix forts en terme de modèles alimentaires** : Interdiction des promoteurs de croissance, des farines

animales, du clonage et de la décontamination chimique à l'abattage. L'Europe s'est aussi dotée d'une réglementation sur le bien-être des animaux qui évolue avec les connaissances.

- **Des signes de qualité qui reconnaissent des produits exceptionnels, liés à leurs territoires** : Indications géographiques, bio, label rouge...

- **Une diversité génétique** (races), permettant une adaptation de l'élevage à tous les types de territoires et de milieux.

- **Une Politique Agricole Commune qui encourage beaucoup plus que d'autres régions du monde la prise en compte de la protection de l'environnement** notamment par des mesures incitatives (verdissement des aides, mesures agro-environnementales) ainsi que l'agriculture de montagne et des zones difficiles, laquelle repose principalement sur l'élevage extensif.

IV. LES PRINCIPAUX AXES D'UNE STRATEGIE D'ADAPTATION

L'élevage du futur devra être à la fois compétitif et rémunérateur, économe en ressources et capable d'apporter une réponse aux demandes sociétales tout en favorisant une diversité de systèmes. Il devra s'assurer du maintien indispensable de nos atouts évoqués précédemment (diversité des exploitations, ancrage territorial, sécurité

sanitaire et traçabilité, choix forts en terme de modèles alimentaires, signes de qualité...) et jouer un rôle moteur dans la mise en œuvre des pratiques de l'agro-écologie. Cela implique de développer une stratégie d'adaptation offensive autour de quelques axes principaux, détaillés dans les paragraphes suivants.

IV.1. Le renforcement de la compétitivité

La compétitivité est la première exigence économique et sociale pour rechercher la croissance, l'amélioration des revenus et la création d'emplois.

Au niveau de la production, les gains de productivité, qui ont été considérables au cours des dernières années, doivent être nécessairement poursuivis en conjuguant performance économique avec performance environnementale et sanitaire dans des élevages ancrés dans leurs territoires et de plus en plus autonomes.

L'amélioration de la compétitivité passe aussi par un environnement collectif plus favorable en recherchant :

- La bonne intégration des productions dans les territoires,

- Le renforcement de l'organisation économique des producteurs et les relations contractuelles dans des filières capables de gérer les évolutions des coûts de production et de mieux rémunérer les éleveurs,

- Un environnement administratif qui favorise le développement et la prise de risques.

IV.2. Le renouvellement des générations en préservant des modèles familiaux diversifiés et l'amélioration des conditions de travail

En France comme en Europe, près d'un éleveur sur deux partira à la retraite dans les 10 ans à venir, ce qui entraînera un mouvement fort de restructuration.

Il est indispensable de l'accompagner pour assurer le maintien des potentiels de production et des équilibres territoriaux en privilégiant :

- **Des modèles familiaux renouvelés**, productifs avec une bonne organisation du travail et des contraintes. L'agrandissement va nécessairement se poursuivre pour améliorer la productivité et répondre aux attentes des

éleveurs en termes d'organisation du travail particulièrement dans le cadre des formules sociétaires qui seront encore en progression. **Ces nouveaux modèles resteront néanmoins à l'échelle humaine, à caractère familial**, basés sur le savoir-faire et la responsabilité des éleveurs. Ils mobilisent des niveaux de capitaux plus facilement accessibles et sont capables de parvenir à un bon compromis entre les objectifs économiques, sociaux et environnementaux.

- **Des modèles diversifiés** s'appuyant sur une grande variété de potentiels, de savoir-faire et d'attentes des filières

et des consommateurs. Le spectre est large, depuis les systèmes reposant sur la valorisation de circuits courts et des signes de qualité à forte valeur ajoutée jusqu'aux filières organisées et plus longues pour assurer une bonne adéquation offre/demande.

Cette stratégie implique de mobiliser les moyens pour :

IV.3. La recherche de la meilleure performance économique et environnementale

IV.3.1. Autonomie et sécurité dans l'alimentation des troupeaux

Les conduites plus autonomes constituent un élément clé de la solidité des échanges particulièrement dans un contexte d'augmentation durable des prix de l'énergie et des matières premières. Elles contribuent à la maîtrise des charges et à l'amélioration de la résilience des exploitations confrontées aux nouveaux aléas économiques et climatiques. Se conjuguant avec la maîtrise des intrants, elles favorisent la réduction des émissions et améliorent les impacts environnementaux des activités d'élevage.

Des marges de manœuvre importantes sont à exploiter pour **optimiser l'utilisation des sols, renforcer les complémentarités agriculture/élevage au niveau de l'exploitation et des territoires, améliorer la production fourragère en quantité et qualité**. En particulier, le développement des légumineuses, dans les systèmes fourragers constitue un enjeu majeur pour améliorer la productivité des prairies, renforcer l'autonomie alimentaire et protéique tout en procurant des avantages environnementaux significatifs.

L'amélioration de l'autonomie va aussi de pair avec l'optimisation de la conduite des troupeaux, la valorisation agronomique des effluents d'élevage et l'utilisation des coproduits permettant le recyclage des déchets alimentaires par l'animal.

IV.3.2. Mobilisation des ressources génétiques pour des animaux robustes et plus efficaces

L'objectif est d'obtenir des animaux performants dans une large gamme de conditions climatiques et de systèmes d'élevage, tout en préservant la santé et le bien-être. Après avoir mis l'accent sur le développement de la production et la qualité des produits, les objectifs de sélection sont désormais fondamentalement orientés vers la robustesse et les caractères fonctionnels, déterminants dans des systèmes à faible intensité d'intrants : efficacité alimentaire et réduction des rejets, résistance aux maladies, caractères de comportement, fertilité, facilité de naissance, longévité, capacité d'utilisation des fourrages, et adaptation au changement climatique.

Dans cette perspective, la **génomique** peut constituer un formidable outil d'adaptation des productions animales pour répondre aux nouveaux défis.

IV.3.3. Rôle dans la transition énergétique

Des marges de manœuvre importantes existent pour améliorer l'autonomie énergétique pouvant aller jusqu'à la **ferme d'élevage à énergie positive** en agissant simultanément sur la maîtrise de la consommation d'énergie directe et indirecte et sur la production d'énergie. Les exploitations d'élevage offrent de nombreuses opportunités pour développer des projets pouvant combiner la production d'énergie solaire photovoltaïque intégrée aux bâtiments d'élevage, la méthanisation des déjections et déchets, le bois énergie et l'éolien

- Faciliter la transmission et l'installation en élevage,
- Adapter les dispositifs de financement,
- Promouvoir toutes les solutions permettant d'améliorer les conditions de travail lesquelles constituent une question centrale pour l'attractivité du métier et le renouvellement des générations

Tout projet d'élevage doit s'accompagner d'un projet énergétique.

IV.3.4. Promotion de systèmes et de modes de production responsables

Le développement de solutions minimisant le recours aux protéines importées est d'une importance stratégique pour la balance commerciale de l'élevage, la maîtrise des coûts de production face à l'accroissement durable du prix du soja mais aussi pour la traçabilité des produits issus de l'élevage. Elles passent par la recherche de sources protéiques alternatives (légumineuses fourragères et à graine, co produits de l'industrie de l'alimentation, micro et macro algues...). La valorisation des surfaces en herbe qui permettent aux ruminants de produire des protéines de très haute valeur nutritionnelle à partir d'une ressource qui n'est pas utilisable par l'homme, y compris en mettant à profit les capacités adaptatives des ruminants pour valoriser des zones marginales constitue une autre voie de progrès. Plus généralement la mise en œuvre des principes de l'Agroécologie considérant la biodiversité à la fois comme une ressource et comme une production est à même de permettre le développement de systèmes innovants productifs et à bas intrants efficaces sur le plan économique et répondant aux attentes sociétales.

Ces systèmes permettront aussi la poursuite de la réduction des émissions de GES déjà largement engagée via le stockage du carbone sous les prairies, la meilleure gestion des effluents, les bonnes pratiques de conduite d'alimentation et d'élevage⁽⁴⁾.

Enfin, parmi les pistes d'amélioration, le recours aux **techniques de l'élevage de précision** ouvre de nouvelles perspectives pour optimiser la conduite et l'alimentation du troupeau, réduire l'utilisation des intrants et limiter fortement l'utilisation des molécules chimiques. Ils sont aussi facteur de simplification du travail et modernisation du métier.

IV.3.5. Promouvoir la santé de l'animal au consommateur

La santé est un continuum entre les troupeaux et les citoyens. Bien que nos pays aient atteint un niveau de sécurité sanitaire très élevé, des progrès peuvent encore être accomplis pour réduire l'impact de l'élevage sur la santé humaine. Ils passent aujourd'hui par la réduction et le raffinement de l'utilisation des antibiotiques et des traitements antiparasitaires grâce à une gestion intégrée de la santé des troupeaux, par la mise en œuvre de pratiques permettant de réduire le stress des animaux pour les rendre moins sensibles aux agents pathogènes, par l'adaptation des vaccins pour une meilleure protection des troupeaux ainsi que par la sélection d'animaux plus robustes. Enfin l'amélioration de la surveillance des pathogènes à l'échelle planétaire doit permettre de mieux anticiper les épidémies et pandémies.

IV.4. Répondre aux exigences de qualité des produits et aux demandes des consommateurs

Les exigences de garantie en matière de sécurité sanitaire et de qualité des produits iront toujours croissant. Ils concernent tous les produits qu'ils soient standards ou plus typés et tous les circuits de transformation/distribution. Répondre à cette exigence implique un effort continu pour :

- Garantir la sécurité sanitaire des produits et de la traçabilité sur toute la chaîne alimentaire,
- Assurer la maîtrise de la qualité intrinsèque des produits, qu'elle concerne les qualités technologiques, organoleptiques, ou nutritionnelles.

Mais en même temps, l'élevage doit répondre aux nouvelles demandes des consommateurs dont la diversité grandissante offre de nouvelles opportunités. Elles concernent le développement de productions et de produits différenciés (fermiers, éthiques, territoriaux...), les productions sous signe de qualité (AOP-IGP-labels, produits Bio...) mais aussi le développement de la vente directe et des circuits de distribution de proximité. Cette diversité permettra de mettre en valeur une grande variété de potentiels, une large gamme de produits et de savoir-faire des éleveurs, souvent emblématiques de régions à forte identité et tradition gastronomique.

La part de marché de ces nouvelles demandes restera minoritaire, à côté des grands circuits de

transformation/distribution, mais il est essentiel que la production et les filières s'organisent pour y répondre.

La transition en cours vers ces systèmes multi performants, implique la mobilisation complémentaire des **politiques publiques** ⁽⁵⁾ des travaux de **recherche et d'innovation** et de **l'action professionnelle** particulièrement en matière de **conseil** et de **formation**.

A cet égard, les **dispositifs professionnels de diffusion des bonnes pratiques** qui permettent d'accompagner les éleveurs dans une démarche de progrès en mobilisant les services conseils et les filières sur des mêmes objectifs sont essentiels et doivent être encouragés. On sait en effet que toutes les évaluations des systèmes d'élevage montrent une variabilité des résultats économiques et environnementaux entre les systèmes mais plus encore intra-systèmes qui dépendent du niveau d'optimisation des bonnes pratiques. Dans chaque type d'élevage, certains choix de conduite d'élevage peuvent donc contribuer à la fois à augmenter la viabilité économique des systèmes d'élevage, et leur résilience d'un point de vue économique et environnemental.

On recherchera également la mise en place **d'indicateurs fiables**, permettant de mesurer les progrès et de favoriser une compréhension la plus largement partagée entre producteurs et consommateurs en se fondant sur la connaissance.

CONCLUSION

C'est sur la base de cette note d'orientation que les pouvoirs publics et les composantes de l'Élevage entendent agir pour promouvoir leur vision de l'élevage au niveau international en agissant de concert avec leurs alliés disposant de modèles proches des nôtres : Union Européenne, Europe du Sud et de l'Est, Maghreb, Proche et Moyen Orient, Turquie, Afrique...

L'autre objectif de ce projet est de contribuer à une meilleure gouvernance mondiale de l'élevage à travers une

articulation plus efficace des organes directeurs de la FAO, via la création, par exemple, d'une instance spécifique élevage au sein de l'organisation internationale.

Cette volonté s'appuie sur une stratégie de recherche d'alliés en mobilisant les réseaux diplomatiques et professionnels et une démarche proactive pour influencer dans les débats conduits aussi, bien au sein des organisations officielles que des plateformes internationales informelles.

Notes

(1) Selon le rapport FAO-OCDE sur les perspectives agricoles mondiales à l'horizon 2050 (World Agriculture Towards 2030/2050, version révisée, 2012), la progression de la consommation de protéines animales d'origine animale sur la planète devrait se poursuivre au rythme de + 2% à + 3%/an au cours de cette décennie. Sur la période 2000-2050, la consommation totale des viandes devrait progresser de l'ordre de + 70% pour une population en augmentation de + 20%. Selon les mêmes sources et pour la même période la consommation de lait et produits laitiers dans les pays émergents devrait passer de 45 kg à 78 kg par habitant.

(2) Idele, Groupe Economie du bétail, Chiffres-clefs 2013, d'après les résultats du recensement agricole 2010.

(3) Memento de la statistique agricole, Agreste, décembre 2012, Données France Entière, sources INSEE, Comptes de la Nation

(4) A titre d'illustration, l'application au cours des dernières années en France du « Plan de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole » a permis d'améliorer les pratiques de gestion des effluents, de réduire de plus de 20 % les apports d'engrais minéral et de partir à la reconquête de la qualité de l'eau dans les zones d'élevage.

(5) A titre d'exemple, le projet agroécologique pour la France vise à promouvoir la performance économique et environnementale dans tous les systèmes de production et en particulier dans les systèmes d'élevage. Plusieurs plans et programmes d'action y contribuent : plan protéines végétales (autonomie fourragère, culture de légumineuses), plan Energie Méthanisation Autonomie Azote (valorisation de l'azote organique des effluents d'élevage et diminution de l'usage d'azote minéral), plan EcoPhyto, plan EcoAntibio, programme National Ambition Bio 2017 en appui à la production et à la structuration des filières en Bio.